Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 107° — Numero 181

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Sabato, 23 luglio 1966 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI	ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio	Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 giugno 1966, n. 546.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale per la manutenzione di alcuni fari del Mar Rosso, adottata a Londra il 20 febbraio 1962.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale per la manutenzione di alcuni fari del Mar Rosso, adottata a Londra il 20 febbraio 1962.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui al precedente articolo a decorrere dal giorno della sua entrata in vigore in conformità agli articoli 9 e 11 della Convenzione.

Art. 3.

All'onere presunto di lire 20 milioni derivante dall'attuazione della presente legge nell'esercizio 1963-64 si provvederà, in deroga alla legge 27 febbraio 1955, n. 64, a carico del capitolo n. 413 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio stesso destinato a sopperire agli oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Alla copertura dell'onere di lire 10 milioni relativo al periodo luglio-dicembre 1964 e di lire 20 milioni per lo anno finanziario 1965 si farà fronte, rispettivamente, mediante riduzione di pari importo del capitolo n. 418 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per detto periodo e del capitolo 3523 dell'anno 1965.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 giugno 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — COLOMBO — NATALI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

Convenzione internazionale per la manutenzione di alcuni fari del Mar Rosso (Londra, 20 febbraio 1962)

CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT L'ENTRETIEN DE CERTAINS PHARES DE LA MER ROUGE

Les Gouvernements contractants;

Considérant que certains phares situés sur les Iles d'Abou Aïl et de Djabal at Taïr dans la Mer Rouge ont été construits aux frais du Gouvernement Ottoman et entretenus par la suite au nom et aux frais dudit Gouvernement; et

Considérant que au cours de la guerre 1914-18 les Iles ci-dessus mentionnées furent occupées par les forces de Sa Majesté Britannique; et

Considérant que aux termes de l'article 16 du Traité de Paix avec la Turquie signé à Lausanne le 24 juillet 1923 la Turquie a renoncé à tous ses droits et titres sur les Iles ci-dessus mentionnées, l'avenir desdites Iles devant être réglé par les Parties intéressées; et qu'aucun accord n'est intervenu entre les Parties intéressées concernant l'avenir des Iles ci-dessus mentionnées; et

Considérant que en 1930 une Convention fut signée au nom de certains Gouvernements intéressés prévoyant l'entretien des phares sur les Iles ci-dessus mentionnées; et que la Convention de 1930 n'a pas été mise en vigueur mais que l'entretien des phares a continué à être assuré par le Gouvernement du Royaume-Uni, les Gouvernements d'Allemagne, d'Italie et des Pays-Bas contribuant aux frais d'entretien; et

Considérant que la guerre de 1939-45 a mis fin aux dispositions précitées et que le Gouvernement du Roy-

aume-Uni a assumé l'entretien des deux phares et depuis 1945 a reçu des contributions aux frais d'entretien de la part du Gouvernement des Pays-Bas; et

Désireux de conclure un accord assurant l'entretien des phares situés sur les Iles d'Abou Aïl et de Djabal at Taïr dans l'intérêt de la navigation et la répartition équitable des frais d'entretien;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Dans la présente Convention:

(i) le terme « tonnage » signifie le tonnage net déterminé conformément au système de jaugeage adopté par l'autorité du Canal de Suez;

(ii) l'expression « navires appartenant à » un Gouvernement s'applique aux navires immatriculés sur le territoire métropolitain de ce Gouvernement;

(iii) l'expression « Gouvernement contributaire » signifie un Gouvernement contractant qui pour l'exercice financier en question ne s'est pas libéré de son obligation de fournir sa contribution en donnant notification conformément aux dispositions de l'article 5;

(iv) l'expression « exercice financier » signifie les douze mois venant à expiration le 31 mars; et

(v) l'expression « les phares » signifie les phares situés sur les Iles d'Abou Aïl et de Djabal at Taïr.

Article 2

Sous réserve des dispositions de l'article 6, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sera le Gouvernement administrateur et à ce titre continuera à assurer l'administration et l'entretien des phares. Le Gouvernement administrateur pourra nommer un représentant chargé d'agir en son nom moyennant des honoraires convenus entre le Gouvernement administrateur et ledit représentant.

Article 3

(1) Les Gouvernements contributaires fourniront aux dépenses d'administration et d'entretien desdits phares au moyen de contributions établies d'après le tonnage total des navires de chaque Gouvernement contributaire conformément aux paragraphes (5) et (6) du présent article.

(2) Le Gouvernement administrateur enverra aux autres Gouvernements contractants aussitôt que possible après le 31 mars de chaque année le détail des dépenses encourues pour assurer l'administration et l'entretien des phares au cours de l'exercice financier écoulé, le montant de la contribution due par chaque Gouvernement contributaire, ainsi que le montant des dépenses prévues pour l'année suivante. Si ces prévisions s'élèvent à plus de Lst. 30.000, le Gouvernement administrateur pourra à la demande de n'importe quel Gouvernement contributaire, convoquer tous les Gouvernements contributaires afin d'examiner ces prévisions.

(3) Si la nécessité se présente de consacrer plus de Lst. 5.000 au cours d'un seul exercice financier à des renouvellements, remplacements et réparations, autres que d'entretien, le Gouvernement administrateur consultera les autres Gouvernements contributaires, en convoquant tous les Gouvernements contributaires si l'un d'eux en fait la demande, ou par écrit à défaut d'une telle demande, avant d'engager des dépenses s'élevant ainsi à plus de Lst. 5.000 sauf si la nécessité s'impose d'agir sans délai dans des circonstances imprévues auquel cas les Gouvernements contributaires en seront informés aussitôt que possible.

(4) Chacun des autres Gouvernements contributaires versera au Gouvernement administrateur le montant de sa contribution dès que pratiquement possible après avoir reçu du Gouvernement administrateur notification du montant de la contribution due, ainsi que mentionné dans le paragraphe (2) du présent article, et en tout cas dans les douze mois qui suivront ladite notification.

(5) Le Gouvernement administrateur établira le montant des contributions d'après le tonnage des navires de chaque Gouvernement contributaire qui traverseront le Canal de Suez comparé au tonnage total de tous les navires de tous les Gouvernements contributaires traversant le Canal de Suez: se tonnage étant dans chaque cas celui qui (d'après les chiffres publiés par l'autorité du Canal de Suez) aura traversé le Canal de Suez au cours de l'année civile finissant le 31 décembre précédant immédiatement ledit 31 mars.

(6) Si néanmoins avant le 31 mars d'une année quelconque un des Gouvernements contributaires avertit le Gouvernement administrateur que le tonnage de ses navires ayant traversé le Canal de Suez au cours de l'année civile précédente était fortement supérieur au tonnage bénéficiant des phares, en fournissant des chiffres à l'appui, le Gouvernement administrateur établira le montant de la contribution dudit Gouvernement en ce qui concerne l'année civile en question d'après le tonnage total des navires dudit Gouvernement bénéficiant des phares (ce total étant déterminé conjointement par le Gouvernement administrateur et le Gouvernement contributaire intéressé) proportionnellement au tonnage total de tous les navires de tous les Gouvernements contributaires traversant le Canal et modifiera proportionnellement les contributions des autres Gouvernements contributaires en ce qui concerne l'année en question.

(7) Sous réserve de toute déclaration faite en vertu de l'article 9 (4), chaque Gouvernement contributaire fournira sa première contribution aux termes de la présente Convention en ce qui concerne les dépenses encourues au cours des exercices financiers ci-après survenant le plus tard, (*a*) l'exercice au cours duquel la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 11, ou (*b*) l'exercice au cours duquel il deviendra partie de la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 9.

Article 4.

(1) Si pour une raison quelconque la contribution d'un Gouvernement contributaire pour un exercice financier quelconque n'a pas été fournie dans le délai de douze mois mentionné dans l'article 3 (4) le Gouvernement en défaut restera comptable de ladite contribution et le Gouvernement administrateur fera tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la somme qui lui est due.

(2) Si les mesures prises restent sans effet après un délai de deux ans les autres Gouvernements contributaires devront prendre à charge les sommes non acquittées dans les proportions stipulées dans l'article 3 (1) et le Gouvernement en défaut sera déchu des droits dont il dispose aux termes de l'article 3 (2) et (3) et de l'article 7 jusqu'à ce que les sommes dues aient été acquittées et qu'il reprenne le versement de ses contributions.

Article 5

(1) Chacun des Gouvernements contractants a le droit de cesser le versement de sa contribution pour n'importe quel exercice financier en notifiant par écrit le Gouvernement administrateur avant le 1[er] octobre de l'exercice financier précédent; il sera tenu de fournir sa contribution courante jusqu'au 31 mars qui suivra la date de ladite notification. Tout Gouvernement donnant telle notification devra en fournir les raisons et pendant l'exercice financier au cours duquel sa contribution cessera de la sorte ledit Gouvernement sera déchu des droits dont il dispose aux termes de l'article 3 (2) et (3) et de l'article 7 de la présente Convention. Il restera neanmoins une des parties contractantes de la présente Convention.

(2) Le Gouvernement administrateur informera tous les Gouvernements contractants de toute notification reçue conformément aux dispositions du présent article.

Article 6

(1) Le Gouvernement du Royaume-Uni a le droit de renoncer à son obligation d'être le Gouvernement administrateur en informant par écrit les autres Gouvernements contractants de ses intentions. Son obligation cessera à la fin de l'exercice financier qui suivra l'exercice financier au cours duquel ladite notification aura été donnée.

(2) Dans ce cas, les Gouvernements contractants se consulteront afin de désigner un autre Gouvernement comme Gouvernement administrateur ou de prendre d'autres dispositions concernant l'administration des phares. Si aucune disposition n'est prise à cet effet avant que l'obligation du Gouvernement du Royaume-Uni prenne fin conformément au paragraphe (1) du présent article, la présente Convention cessera d'être en vigueur.

Article 7

Si l'un des Gouvernements contractants désire voir apporter un amendement aux dispositions de la présente Convention il devra soumettre ses propositions, avec raison à l'appui, au Gouvernement administrateur. Le Gouvernement administrateur informera tous les autres Gouvernements contractants de toute proposition d'amendement reçue par lui en leur demandant de lui faire savoir dès que possible s'ils acceptent ladite proposition. Un Gouvernement contractant ne sera considéré comme ayant accepté une proposition d'amendement que lorsque le Gouvernement administrateur en aura reçu notification. Si une proposition d'amendement est acceptée par tous les Gouvernements contributaires le Gouvernement administrateur établira les pièces certificatives de l'amendement ainsi approuvé et les communiquera à tous les autres Gouvernements contractants, et l'amendement sera considéré comme étant entré en vigueur à la date desdites pièces certificatives à moins qu'une autre date n'ait été fixée à cet effet dans la proposition ainsi acceptée.

Article 8

La présente Convention ne pourra en rien être considérée comme constituant un règlement de l'avenir des Iles ou territoires mentionnés dans l'article 16 du Traité de Lausanne ou comme préjugeant la conclusion d'un tel règlement à l'avenir.

Article 9

(1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) du présent article, le Gouvernement de tout Etat invité à assister à la Conférence diplomatique concernant l'entretien de certains phares de la Mer Rouge tenue à Londres du 11 au 13 octobre 1961, notamment le Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Libéria, les Pays Bas, la Suède, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, la République Arabe Unie, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique, peut être partie de la présente Convention:

(i) en la signant sans réserve quant à l'acceptation; ou

(ii) en la signant sous réserve d'acceptation et en l'acceptant ultérieurement; ou

(iii) en l'acceptant.

(2) La présente Convention pourra recevoir les signatures du 20 février au 19 août 1962 et subséquemment les acceptations.

(3) L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'instrument d'acceptation auprès du Gouvernement du Royaume-Uni.

(4) Tout Gouvernement qui remettra son acceptation après la mise en vigueur de la présente Convention pourra déclarer que son acceptation ne deviendra effective qu'à dater du 1[er] avril qui suivra la date de sa signature ou de son acceptation.

(5) Le Gouvernement du Royaume-Uni informera tous les Gouvernements signataires et tous les Gouvernements ayant signifié leur acceptation à la présente Convention de toute signature ou de tout consentement reçu ainsi que de la date de réception et de toute déclaration qui sera faite conformément au paragraphe (4) du présent article.

Article 10

Si au cours d'une année civile quelconque le tonnage total des navires de tout Gouvernement autre qu'un des Gouvernements contractants qui auront traversé le Canal de Suez dépasse 1 pour cent du tonnage total de tous les navires traversant le Canal de Suez, le Gouvernement administrateur, après avoir obtenu l'assentiment de tous les Gouvernements contractants, invitera ledit Gouvernement à faire partie de la présente Convention.

Article 11

Le Gouvernement du Royaume-Uni informera tous les Gouvernements signataires et tous les Gouvernements ayant signifié leur acceptation à la présente Convention lorsque le tonnage total des navires traversant le Canal de Suez et appartenant aux Gouvernements qui auront satisfait aux exigences requises par l'article 9 pour devenir parties de la Convention aura, au cours de l'année civile écoulée, dépassé 50 pour cent du tonnage total de tous les navires qui auront traversé le Canal de Suez au cours de la même année, et la Convention entrera en vigueur à la date de ladite notification.

Article 12

(1) Tout Gouvernement contractant pourra dénoncer la présente Convention en notifiant par écrit le Gouvernement administrateur. Toute notification de son intention de cesser de fournir sa contribution pendant

une période indéterminée sera considérée comme un acte de dénonciation. Ladite dénonciation deviendra effective à la fin de l'exercice financier qui suivra celui au cours duquel ladite notification aura été donnée et un Gouvernement contributaire restera comptable de toute contribution qui aura été à sa charge avant ladite dénonciation.

(2) Le Gouvernement administrateur informera tous les Gouvernements contractants de toute notification ainsi donnée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Londres le 20 février 1962, en anglais et en français, le texte anglais faisant autorité, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements qui auront signé ou donné leur acceptation à la présente Convention.

Danemark:
B. RICHNAGEL 3rd August 1962

République Fédérale d'Allemagne:
(Subject to acceptance)
R. THIERFELDER 16 August 1962

Grèce:

Italie:
(Subject to acceptance)
P. QUARONI 14 August 1962

Libéria:

Pays Bas:
A. BENTINCK 16 August 1962
(Subject to acceptance)

Norvège:
E. ULSTEIN 17 August 1962
(Subject to acceptance)

Pakistan:

Panama:

Suède:
GUNNAR HÄGGLÖF 2d of August 1962

Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

République Arabe Unie:

Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
J. B. GODBER Feb 20th 1962

Etats-Unis d'Amérique:
(Subject to acceptance)
STEPHEN C. BROWN March 2, 1962
Captain HARRY L. MORGAN, U.S.C.G.
March 2, 1962

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 maggio 1966, n. 547.

Modifica dello statuto dell'Ente autonomo « Fiera campionaria nazionale del Friuli-Venezia Giulia », con sede in Pordenone.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 settembre 1963, n. 1518, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'Ente autonomo « Fiera campionaria nazionale del Friuli-Venezia Giulia », con sede in Pordenone, e ne è stato approvato lo statuto;

Viste le deliberazioni del Consiglio di amministrazione dell'Ente, in data 27 ottobre 1965 e 31 marzo 1966, relative alla modifica dell'art. 9 dello statuto predetto;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e per il commercio;

Decreta:

Lo statuto dell'Ente autonomo « Fiera campionaria nazionale del Friuli-Venezia Giulia », con sede in Pordenone, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 settembre 1963, n. 1518, è modificato come appresso.

L'art. 9 è abrogato e sostituito dal seguente:

« Il Consiglio di amministrazione, nominato con decreto del Ministro per l'industria e per il commercio, è composto, oltre che dal presidente e dal vice presidente dell'Ente:

a) da un rappresentante designato dal Ministro per il tesoro;

b) da un rappresentante designato dal Ministro per l'industria e per il commercio;

c) dal titolare *pro-tempore* dell'Ufficio circondariale di prefettura di Pordenone, in rappresentanza del Ministero dell'interno;

d) da un rappresentante della Regione Friuli-Venezia Giulia;

e) da quattro rappresentanti designati dal comune di Pordenone;

f) da tre rappresentanti designati dalla provincia di Udine;

g) da un rappresentante designato dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Udine;

h) da un rappresentante designato dalla Cassa di risparmio di Udine.

Le funzioni di consigliere sono gratuite.

Ai consiglieri residenti fuori della sede dell'Ente saranno rimborsate le spese di viaggio e soggiorno ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 maggio 1966

SARAGAT

ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *luglio* 1966
Atti del Governo, registro n. 204, *foglio n.* 50. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 giugno 1966, n. **548.**

Revoca delle dichiarazioni di zone di endemia malarica per alcuni Comuni della provincia di Lecce.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la nota n. 02480 del 3 luglio 1965 con la quale il medico provinciale di Lecce ha richiesto la revoca delle dichiarazioni di zone ad endemia malarica per i seguenti comuni della provincia di Lecce: Acquarica del Capo, Calimera, Copertino, Giurdignano, Leverano, Martignano, Presicce, Salice Salentino, Salve, San Donato di Lecce, Uggiano La Chiesa, Veglie di cui al regio decreto 1° giugno 1905, n. 311; Alezio, Gallipoli, Nardò, Racale, Taviano e Ugento di cui al regio decreto 28 gennaio 1904, n. 28; Lecce, Melendugno, Surbo e Vernole di cui al regio decreto 19 marzo 1903, n. 116; Otranto di cui al regio decreto 14 giugno 1903, n. 268;

Visto il parere favorevole espresso dal Consiglio provinciale di sanità di Lecce nella seduta del 29 marzo 1965;

Visti i regi decreti 1° giugno 1905, n. 311, 28 gennaio 1904, n. 28, 19 marzo 1903, n. 116 e 14 giugno 1903, numero 268, con i quali sono stati dichiarati i suddetti comuni zone di endemia malarica;

Visto l'art. 313 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e l'art. 4 del regolamento per l'applicazione delle norme volte a diminuire le cause della malaria, approvato con regio decreto 28 gennaio 1935, n. 93;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Sulla proposta del Ministro per la sanità;

Decreta:

Le dichiarazioni di zone di endemia malarica per i comuni di: Acquarica del Capo, Calimera, Copertino, Giurdignano, Leverano, Martignano, Presicce, Salice Salentino, Salve, San Donato di Lecce, Uggiano La Chiesa, Veglie, Alezio, Gallipoli, Nardò, Racale, Taviano, Ugento, Lecce, Melendugno, Surbo, Vernole e Otranto di cui ai regi decreti indicati nelle premesse sono revocate.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 giugno 1966

SARAGAT

MARIOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *luglio* 1966
Atti del Governo, registro n. 204, *foglio n.* 52. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 gennaio 1966, n. **549.**

Erezione in ente morale dell'Associazione Ricerche e Studi (A.R.E.S.), con sede in Roma.

N. 549. Decreto del Presidente della Repubblica 27 gennaio 1966, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, l'Associazione Ricerche e Studi (A.R.E.S.), con sede in Roma, viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *luglio* 1966
Atti del Governo, registro n. 204, *foglio n.* 38. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1966, n. **550.**

Modificazioni allo statuto dell'Istituto di Studi Romani, con sede in Roma.

N. 550. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, vengono modificati gli articoli 4, 11, 12, 13, 14 e 15 dello statuto dell'Istituto di Studi Romani, con sede in Roma, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 21 maggio 1951, n. 985, e modificato con decreto del Presidente della Repubblica 2 settembre 1957, n. 1314.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 *luglio* 1966
Atti del Governo, registro n. 204, *foglio n.* 24. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 maggio 1966, n. **551.**

Riconoscimento della personalità giuridica della « Casa religiosa Missioni della Compagnia di Gesù », in Venezia.

N. 551. Decreto del Presidente della Repubblica 25 maggio 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della « Casa religiosa Missioni della Compagnia di Gesù », con sede in Venezia, e la stessa viene autorizzata ad accettare la donazione consistente in terreni e fabbricati, siti in Venezia, e valutati L. 154.000.000.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 *luglio* 1966
Atti del Governo, registro n. 204, *foglio n.* 30. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 giugno 1966, n. 552.

Riconoscimento della personalità giuridica del Centro internazionale di studi per la divulgazione della musica italiana, con sede in Venezia.

N. 552. Decreto del Presidente della Repubblica 21 giugno 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene riconosciuta la personalità giuridica del Centro internazionale di studi per la divulgazione della musica italiana, con sede in Venezia e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *luglio* 1966
Atti del Governo, registro n. 204, *foglio n.* 53. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 21 aprile 1966.

Ammasso volontario dei bozzoli di produzione 1966, assistito dai contributi statali previsti dall'art. 21 della legge 2 giugno 1961, n. 454.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Ritenuta la necessità di incoraggiare, indirizzare e sostenere l'iniziativa dei produttori intesa, attraverso l'ammasso volontario, a favorire la regolare immissione sul mercato dei bozzoli di produzione 1966 e la stabilità del prezzo relativo;

Visto l'art. 21 della legge 2 giugno 1961, n. 454, contenente, fra l'altro, disposizioni circa la concessione di un contributo statale sugli interessi relativi ai pre-

stiti contratti da enti ed associazioni per corrispondere anticipi ai conferenti all'ammasso nonchè di contributi statali sulle spese di gestione dell'ammasso stesso;

Ritenuto che sussistano le condizioni previste dal terzo comma dell'art. 14 del decreto ministeriale in data 5 agosto 1961, con il quale sono state determinate le direttive quinquennali per l'applicazione della citata legge 2 giugno 1961, n. 454;

Considerata l'opportunità che la gestione dell'ammasso volontario, assistito dal contributo dello Stato, venga assunta da un unico ente che disponga di efficiente organizzazione a carattere nazionale e sia assoggettata istituzionalmente al controllo del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Vista la domanda della Federazione italiana dei consorzi agrari intesa ad ottenere la concessione dei benefici previsti dalla citata disposizione legislativa;

Ritenuto che l'ente richiedente, per la capacità organizzativa dimostrata nel settore degli ammassi, presenta i requisiti richiesti;

Decreta:

Art. 1.

E' accolta la domanda della Federazione italiana dei consorzi agrari intesa ad ottenere, ai sensi dell'art. 21 della legge 2 giugno 1961, n. 454, il contributo dello Stato nelle spese complessive di gestione nonchè sugli interessi gravanti sui prestiti contratti per la corresponsione di acconti ai conferenti, per l'attuazione dell'ammasso volontario dei bozzoli di produzione 1966.

Art. 2.

L'ammasso volontario dei bozzoli verrà effettuato dalla Federazione italiana dei consorzi agrari in accordo e con la collaborazione dell'Associazione nazionale bachicoltori e delle sue Associazioni provinciali, le quali daranno la loro opera per la migliore esecuzione dell'ammasso. I rapporti fra gli enti sopra indicati verranno regolati mediante apposita convenzione da stipularsi tra la Federazione italiana dei consorzi agrari e l'Associazione nazionale bachicoltori, ed approvata dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Art. 3.

Per la gestione del predetto ammasso la Federazione italiana dei consorzi agrari è autorizzata ad avvalersi dell'opera dei Consorzi agrari provinciali. Potrà altresì utilizzare le attrezzature di proprietà di terzi purchè le attrezzature stesse vengano giudicate idonee al ricevimento, essiccazione, deposito e conservazione del prodotto e si prestino per la più economica esecuzione del servizio.

Art. 4.

Sono concessi alla Federazione italiana dei consorzi agrari:

a) un contributo nelle spese di gestione per l'ammasso volontario dei bozzoli nella misura massima del 90 % e cioè nelle spese di raccolta, accentramento, essiccazione, cernita, custodia, conservazione, assicurazione contro il furto e incendio, vendita e consegna agli acquirenti, generali di amministrazione; nonchè un contributo fino al 90 % nella spesa per le operazioni della filatura dei bozzoli, effettuata nell'interesse e per conto della gestione di ammasso, la quale spesa è determinata in L. 400 per ogni chilogrammo di bozzoli a fresco impiegato nella trasformazione;

b) un contributo sugli interessi gravanti sui prestiti contratti per la corresponsione di acconti ai produttori conferenti nella misura di L. 4 annue per ogni cento lire di capitale mutuato e per la durata massima di un anno. Qualora l'operazione di finanziamento, per qualsiasi causa, avesse una durata inferiore ad un anno, il contributo sarà calcolato in base alla durata effettiva dell'operazione sempre nella misura del 4 per cento annuo.

La spesa complessiva per l'erogazione dei contributi di cui sopra non potrà superare l'importo di L. 1 miliardo e 100 milioni. Qualora l'applicazione delle suddette misure in relazione alla entità delle effettive spese di ammasso, nonchè degli oneri di finanziamento, importasse una spesa superiore al limite anzidetto, le misure dei contributi di cui alla lettera *a*) saranno ridotte in misura tale da contenere l'erogazione dei contributi di cui sopra entro il predetto limite di 1 miliardo e 100 milioni di lire.

Art. 5.

Ai produttori agricoli che conferiscono i bozzoli per la vendita collettiva sarà corrisposto, a richiesta del conferente, un acconto sul prezzo che verrà realizzato dalla vendita che non potrà essere inferiore all'80 % del valore di mercato dei bozzoli determinato dalla Commissione nazionale di cui al successivo art. 7.

Il finanziamento per la corresponsione di tale acconto deve essere assicurato dalla Federazione italiana dei consorzi agrari mediante convenzioni con istituti di credito.

Lo schema tipo di tali convenzioni deve essere approvato dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Art. 6.

Alle Commissioni provinciali costituite con il decreto ministeriale 18 dicembre 1965 (*Gazzetta Ufficiale* n. 1 del 3 gennaio 1966), per l'esame delle questioni relative all'ammasso dei bozzoli di produzione 1965, sono attribuiti uguali compiti per l'ammasso oggetto del presente decreto, e cioè di assistere l'ente gestore in tutte le operazioni di ammasso, nonchè di risolvere, in via amministrativa, le contestazioni che dovessero sorgere tra l'ente ammassatore ed i conferenti in ordine alle operazioni stesse.

Art. 7.

Alla Commissione nazionale costituita con il decreto ministeriale 16 settembre 1965 (*Gazzetta Ufficiale* n. 250 del 5 ottobre 1965), per l'esame delle questioni relative all'ammasso dei bozzoli di produzione 1965, sono attribuiti compiti analoghi per l'ammasso oggetto del presente decreto, e cioè:

a) di assistere l'ente gestore per assicurare il regolare funzionamento dell'ammasso in tutte le Province bachisericole;

b) di esaminare e controllare il rendiconto finale di gestione;

c) di risolvere, quale amichevole compositore, le controversie che dovessero sorgere tra l'ente gestore e i conferenti nell'interpretazione ed esecuzione delle norme che regolano l'ammasso volontario;

d) di esprimere, su richiesta del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, il proprio parere su tutte le questioni che potessero sorgere in applicazione del presente provvedimento.

Art. 8.

Per ottenere l'erogazione dei contributi statali stabiliti con il precedente art. 4, la Federazione italiana dei consorzi agrari deve:

a) fornire, entro il 31 dicembre 1966 al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, per le conseguenti determinazioni, gli elementi necessari per stabilire l'importo per chilogrammo a fresco da corrispondere all'ente stesso, per ciascuna Provincia, a fronte delle spese di raccolta, accentramento, essiccazione, cernita, custodia, conservazione, assicurazione contro il furto ed incendio, vendita e consegna agli acquirenti e generali di amministrazione, ivi compreso il rimborso spettante all'Associazione nazionale bachicoltori per l'azione di collaborazione ad essa affidate; gli elementi per la determinazione del costo della filatura dovranno essere forniti entro il 15 aprile 1967;

b) sottoporre all'approvazione del predetto Ministero la documentazione delle eventuali spese di carattere straordinario che si rendessero necessarie per la regolare attuazione dell'ammasso volontario;

c) dimostrare, per ogni Provincia, a mezzo di estratti conto rilasciati dagli istituti finanziatori, l'ammontare degli interessi maturati sui prestiti contratti per la corresponsione delle anticipazioni ai conferenti;

d) fornire, per ogni Provincia, gli elenchi nominativi dei conferimenti con l'indicazione del numero del relativo bollettino di conferimento, del quantitativo di prodotto conferito, della data di conferimento e dell'importo dell'acconto. Detti elenchi dovranno essere vistati dai presidenti delle Commissioni provinciali di cui al precedente art. 6;

e) fornire un elenco delle vendite del prodotto ammassato con l'indicazione del tipo e della quantità di prodotto venduto, della data di vendita, dell'importo riscosso e delle modalità di pagamento se cioè per contanti o differito, indicando, in quest'ultimo caso, il periodo entro cui deve essere effettuato il pagamento stesso.

In base agli elementi ed ai documenti forniti dall'ente gestore ai sensi del precedente comma, il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, previo esame e parere della Commissione consultiva centrale per i rendiconti delle gestioni di ammasso istituita con decreto ministeriale 23 gennaio 1957, adotterà le relative determinazioni circa i contributi da erogare e disporrà la conseguente liquidazione.

Art. 9.

Sui bozzoli conferiti all'ammasso volontario grava il privilegio legale di cui alla legge 20 novembre 1951, n. 1297.

Art. 10.

Ultimata la vendita del prodotto ammassato, l'ammontare dei ricavi della vendita del prodotto stesso, maggiorato dei contributi che lo Stato erogherà all'ente gestore ai sensi del precedente art. 4 ed al netto delle anticipazioni corrisposte, degli oneri di finanziamento e delle spese di gestione, verrà ripartito, sentita la Commissione nazionale, tra i conferenti, tenuto conto della qualità e delle diverse classificazioni delle singole partite conferite.

Il contributo nella spesa per la filatura, previsto nella seconda parte del comma a) del precedente articolo 4, sarà ripartito sull'intero quantitativo ammassato in campo nazionale.

Per agevolare lo svolgimento delle operazioni di ammasso, nonchè per consentire all'Associazione nazionale bachicoltori di poter svolgere la sua opera di collaborazione per l'esecuzione dell'ammasso medesimo, il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, ultimato il conferimento del prodotto, potrà concedere all'ente gestore un acconto sul contributo per un importo che sarà determinato in base al quantitativo di bozzoli conferiti all'ammasso, fino al limite massimo del 25 % della prevista spesa a carico dello Stato di L. 1 miliardo e 100 milioni, qualora tale quantitativo non risulti inferiore ai 2.500.000 chilogrammi.

Nel caso che il quantitativo ammassato sia inferiore ai 2.500.000 kg. la misura dell'acconto sarà proporzionalmente ridotta.

Un ulteriore acconto fino alla stessa misura potrà essere concesso dopo il 31 ottobre 1966.

Art. 11.

E' in facoltà del Ministero dell'agricoltura e delle foreste di disporre ispezioni e controlli per accertare il regolare funzionamento dell'ammasso volontario.

Art. 12.

A chiusura della gestione dell'ammasso l'ente gestore presenterà al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, per l'approvazione, il rendiconto nazionale della gestione stessa.

In tale rendiconto, che sarà preventivamente esaminato dalla Commissione nazionale di cui al precedente art. 7 e sottoposto al parere della Commissione centrale di cui al precedente art. 8, saranno indicati: i quantitativi di bozzoli conferiti e venduti, le spese di gestione, in esse compresi gli oneri di finanziamento, l'importo erogato a titolo di acconto ai conferenti, le somme ricavate dalla vendita del prodotto, i contributi erogati dallo Stato e le liquidazioni effettuate ai conferenti.

Art. 13.

Sul capitolo 8194 dello stato di previsione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste per il corrente esercizio finanzario 1966 è impegnata la somma di lire 1.100.000.000 per l'erogazione dei contributi concessi con il presente decreto.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 aprile 1966

Il Ministro: RESTIVO

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 giugno 1966
Registro n. 10 Agricoltura e foreste, foglio n. 185

(5770)

DECRETO MINISTERIALE 31 maggio 1966.

Concessioni di temporanea importazione.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
D'INTESA CON
IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il testo delle disposizioni sulle importazioni ed esportazioni temporanee, approvate con il decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il regio decreto 6 aprile 1922, n. 547, che approva il regolamento relativo;

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito, con modifiche, nella legge 11 aprile 1938, n. 709, che modifica la procedura per le concessioni di importazione ed esportazione temporanea;

Visto il decreto ministeriale 1° dicembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 7 febbraio 1966, registro n. 5 Finanze, foglio n. 103;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato consultivo per le importazioni ed esportazioni temporanee nella seduta del 18 maggio 1966;

Ricorrendo le condizioni previste dall'art. 1, comma secondo, del regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito nella legge 11 aprile 1938, n. 709, in conseguenza della urgente necessità della nostra industria di disporre delle materie prime indicate nel dispositivo;

Decreta:

Art. 1.

La quantità minima di stoffe a maglia temporaneamente importate per la fabbricazione di guanti a termini della concessione prorogata per ultimo col decreto ministeriale 31 marzo 1966, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 155 del 25 giugno 1966, è ridotta da chilogrammi cento a chilogrammi venticinque.

Art. 2.

E' prorogata, fino alla data controindicata, senza soluzione di continuità con quelle venute a scadere, la validità delle seguenti concessioni di temporanea importazione prorogate per ultimo con il decreto ministeriale 1° dicembre 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 58 del 7 marzo 1966:

CONCESSIONE DA PROROGARE	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
1. Aminodiazina (2 amino pirimidina), per la fabbricazione di sulfamidici in genere (con validità fino al 24 giugno 1966)	25 giugno 1966	24 dicembre 1966
2. Autoveicoli completi, per la sostituzione della carrozzeria (con validità fino all'8 giugno 1966)	9 giugno 1966	8 dicembre 1966
3. Caffè crudo in grani, per essere decaffeinato (con validità fino al 3 giugno 1966)	4 giugno 1966	3 dicembre 1966
4. Canapa, per essere trasformata in semilavorati (pettinati e stoppe) e/o manufatti (fili, spaghi, cordami, tessuti) (con validità fino al 27 giugno 1966)	28 giugno 1966	27 dicembre 1966
5. Dicloroetano e carbone attivo, per la fabbricazione degli intermedi, dei sali ed esteri dell'acido ascorbico (con validità fino al 24 giugno 1966)	25 giugno 1966	24 dicembre 1966
6. Etere viniletilico ed acetilacetone, per la fabbricazione di sulfamidici (con validità fino al 15 giugno 1966)	16 giugno 1966	15 dicembre 1966
7. Fili, lastre, nastri di materia metallica, negli spessori o diametri da mm. 0,35 a mm. 3, dorati o laminati a titolo 25 per mille, da impiegarsi nella fabbricazione di occhiali e montature di occhiali da esportare (con validità fino al 18 giugno 1966)	19 giugno 1966	18 dicembre 1966
8. Glucosio ed acetone, per la fabbricazione degli intermedi, dei sali ed esteri dell'acido ascorbico (con validità fino al 24 giugno 1966)	25 giugno 1966	24 dicembre 1966
9. Lastre di vetro o di cristallo (dei tipi speciali per automobili), per il completamento, la guarnitura e la rifinitura di vetture automobili e di autocarri (con validità fino al 30 giugno 1966)	1° luglio 1966	31 dicembre 1966
10. Malto, per la fabbricazione della birra (con validità fino al 30 giugno 1966)	1° luglio 1966	31 dicembre 1966
11. Massa di cacao (cacao macinato « Liquor »), per la estrazione del burro di cacao, della polvere e delle bucce (con validità fino al 18 giugno 1966)	19 giugno 1966	18 dicembre 1966

CONCESSIONE DA PROROGARE	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
12. Olii greggi genuini di semi e frutti oleosi (esclusi quelli di oliva), per essere purificati (con validità fino al 30 giugno 1966)	1° luglio 1966	31 dicembre 1966
13. Olio di anilina, per la fabbricazione di acetanilide (con validità fino al 24 giugno 1966)	25 giugno 1966	24 dicembre 1966
14. Olive in salamoia, cuori di palma al naturale, funghi in salamoia o in aceto, capperi in salamoia, ortaggi in aceto, in salamoia ed in olio, da importare in recipienti di legno in genere (mastelli, fusti, barili, ecc.) ed in recipienti di lamiera, per essere riconfezionati in recipienti di vetro o di lamiera (questi ultimi per confezioni di peso non superiore a gr. 500) (con validità fino al 24 giugno 1966)	25 giugno 1966	24 dicembre 1966
15. Pigmenti fluorescenti « Day Glo », per la produzione di vernici fluorescenti (con validità fino al 16 giugno 1966)	17 giugno 1966	16 dicembre 1966
16. Tessuti di cotone, incerati o pegamoidati; finte pelli a base di resine sintetiche con o senza supporto di tessuti; contachilometri e orologi; nastri per ceppi freno; dischi per frizione e segmenti per frizione, per il completamento, la guarnizione e la rifinitura di vetture automobili e di autocarri (con validità fino al 30 giugno 1966)	1° luglio 1966	31 dicembre 1966

Art. 3.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 maggio 1966

Il Ministro per il commercio con l'estero
TOLLOY

Il Ministro per le finanze
PRETI

(5987)

DECRETO MINISTERIALE 16 giugno 1966.

Costituzione del Consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale di assistenza magistrale (E.N.A.M.).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduta la legge 7 marzo 1957, n. 93, che ha apportato modificazioni al decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 21 ottobre 1947, n. 1346, istitutivo dell'Ente nazionale di assistenza magistrale (E.N.A.M.), ratificato con la legge 21 marzo 1953, n. 190;

Veduto il decreto ministeriale 15 giugno 1962, con il quale venne nominato il Consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale di assistenza magistrale per il quadriennio 1962-1966;

Veduta la lettera n. 6572 in data 12 maggio 1966 dello Ente nazionale di assistenza magistrale, con la quale sono comunicati i risultati delle elezioni indette dallo Ente stesso per la nomina del rappresentante del personale direttivo ed ispettivo delle scuole elementari (ispettore scolastico Biagio Gentilini) e dei sei rappresentanti della classe magistrale (insegnanti elementari Marchesi Linneo, Sampietro Maria, Melegari Emilio, Lucisano Vittorio, Arpaia Vincenzo, Bajocchi Angelo)

Vedute le lettere n. 116973 in data 14 giugno 1966 del Ministero del tesoro e n. 1/3PS/75946, in data 20 maggio 1966 del Ministero del lavoro e della previdenza sociale, con le quali i Ministeri stessi designano, quali loro rappresentanti in seno al nuovo Consiglio di amministrazione dell'Ente, rispettivamente, il dott. Benvenuto Bertoni e il dott. Giuseppe Stochino;

Ritenuta l'opportunità di confermare quale rappresentante di questo Ministero in seno al Consiglio stesso, il dott. Collalto Collaltino, ispettore generale a riposo dell'Amministrazione centrale;

Decreta:

A far parte del Consiglio di amministrazione dello Ente nazionale di assistenza magistrale (E.N.A.M.), e per la durata di un quadriennio, sono chiamati i signori:

Collaltino dott. Collalto, in rappresentanza del Ministero della pubblica istruzione;

Bertoni dott. Benvenuto, in rappresentanza del Ministero del tesoro

Stochino dott. Giuseppe, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Gentilini dott. Biagio, ispettore scolastico, in rappresentanza del personale ispettivo e direttivo della scuola elementare (membro eletto);

Arpaia Vincenzo, Bajocchi Angelo, Lucisano Vittorio, Marchesi Linneo, Melegari Emilio e Sampietro Maria, insegnanti elementari, in rappresentanza della classe magistrale (membri eletti).

Roma, addì 16 giugno 1966

p. *Il Ministro*: BADALONI

(5985)

DECRETO MINISTERIALE 16 giugno 1966.

Costituzione del Collegio dei revisori dei conti dell'Ente nazionale di assistenza magistrale (E.N.A.M.).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto l'art. 6 della legge 7 marzo 1957, n. 93, che ha apportato modificazioni al decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 21 ottobre 1947, n. 1346, istitutivo dell'E.N.A.M., ratificato con legge 21 marzo 1953, n. 190;

Visto il decreto ministeriale 15 giugno 1962, col quale venne nominato il Collegio dei revisori dei conti dello Ente nazionale di assistenza magistrale per il quadriennio 1962-1966;

Considerata la necessità di provvedere alla costituzione del nuovo Collegio dei revisori dei conti dell'Ente nazionale di assistenza magistrale;

Vedute le lettere n. 116975 in data 14 giugno 1966 del Ministero del tesoro e n. 1957/9, in data 30 marzo 1966 della Corte dei conti, con cui dette Amministrazioni designano, quali loro rappresentanti in seno al nuovo Collegio dei revisori dei conti dell'Ente, rispettivamente, il dott. Carmelo Di Bella e il dott. Ennio Casaburi;

Ritenuta l'opportunità di confermare quale rappresentante del Ministero della pubblica istruzione in seno a detto Collegio il dott. Mario Assorati, ispettore capo di ragioneria in servizio presso il Ministero della pubblica istruzione;

Decreta:

A decorrere dalla data del presente decreto e per la durata di un quadriennio, il Collegio dei revisori dei conti presso l'Ente nazionale di assistenza magistrale è così costituito:

Assorati dott. Mario, ispettore capo di ragioneria, in rappresentanza del Ministero della pubblica istruzione;

Di Bella dott. Carmelo, ispettore generale in servizio presso la ragioneria centrale del Ministero della pubblica istruzione, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Casaburi dott. Ennio, presidente onorario della Corte dei conti, in rappresentanza della stessa Corte sino al compimento del 75° anno di età (17 maggio 1967).

Roma, addì 16 giugno 1966

p. *Il Ministro*: BADALONI

(5904)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Delimitazione di zona di valorizzazione nella quale è demandato di intervenire all'Ente Fucino - Ente di sviluppo in Abruzzo.

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste di concerto con il Ministro per il tesoro in data 6 luglio 1966, prot. n. 17601, la zona di valorizzazione, affidata all'Ente Fucino - Ente di sviluppo in Abruzzo, con il decreto interministeriale in data 3 dicembre 1965, prot. 19517, pubblicato in sunto nella *Gazzetta Ufficiale* n. 137 del 4 giugno 1966, è estesa al territorio della provincia di Pescara e al territorio delle province di Teramo, L'Aquila e Chieti non compreso nella delimitazione di cui al precitato decreto in data 3 dicembre 1965.

(5875)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano regolatore del comune di Spoleto

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 10 dicembre 1965, registrato alla Corte dei conti il 21 giugno 1966, registro n. 14 Lavori pubblici, foglio n. 48, è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Spoleto.

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a termini dell'art. 10 della legge 17 agosto 1942, n. 1150.

(5885)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Belcastro ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 15 luglio 1966, il comune di Belcastro (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 2.531.064, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(5926)

Autorizzazione al comune di Castelnuovo della Daunia ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965.

Con decreto ministeriale in data 15 luglio 1966, il comune di Castelnuovo della Daunia (Foggia), viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 7.092.860, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5927)

Autorizzazione al comune di Siderno ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 15 luglio 1966, il comune di Siderno (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 2.817.617, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5828)

Autorizzazione al comune di Acquacanina ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 15 luglio 1966, il comune di Acquacanina (Macerata), viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 793.889, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5930)

Autorizzazione al comune di Sagrado ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 15 luglio 1966, il comune di Sagrado (Gorizia), viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 2.749.269, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5931)

Autorizzazione al comune di Montale ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 15 luglio 1966, il comune di Montale (Pistoia), viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 4.886.860, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5935)

Autorizzazione al comune di Cosenza ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 11 luglio 1966, il comune di Cosenza, viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 112.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5936)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 139

Corso dei cambi del 22 luglio 1966 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	623,75	623,75	623,74	623,75	623,76	623,76	623,75	623,75	623,76	623,77
$ Can.	580,51	580,30	580,90	580,60	579 —	580,25	580,50	580,30	580,25	580,25
Fr. Sv.	144,53	144,49	144,53	144,49	144,50	144,50	144,4875	144,50	144,50	144,50
Kr. D.	90,08	90,10	90,10	90,145	90,20	90,11	90,1375	90,10	90,11	90,10
Kr. N.	87,19	78,20	87,24	87,22	87,20	87,21	87,24	87,20	87,21	87,20
Kr. Sv.	120,79	120,80	120,84	120,83	120,75	120,78	120,845	120,80	120,78	120,78
Fol.	173,16	174,15	173,09	173,07	173,10	173,17	173,075	173,15	173,17	173,05
Fr. B.	12,56	12,56	12,555	12,5625	12,5350	12,57	12,5525	12,55	12,57	12,56
Franco francese	127,29	127,29	127,28	127,285	127,30	127,28	127,285	127,30	127,28	127,28
Lst.	1739,73	1740,75	1740,80	1740,85	1740 —	1739,95	1740,70	1739,50	1739,95	1740,50
Dm. occ.	156,39	156,35	156,40	156,35	156,30	156,41	156,375	156,40	156,41	156,38
Scell. Austr.	24,174	25,17	24,175	24,1720	24,15	24,17	24,1745	24,17	24,17	24,17
Escudo Port.	21,709	21,70	21,70	21,7075	21,78	21,72	21,7725	21,70	21,72	21,72
Peseta Sp.	10,403	10,40	10,425	10,4050	10,42	10,40	10,402	10,42	10,40	10,40

Media dei titoli del 22 luglio 1966

Titolo	Media
Rendita 5 % 1935	103,125
Redimibile 3,50 % 1934	100,225
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,075
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,875
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	95,70
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,025
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,625
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,25
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,20
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,475
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,725
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100,25
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,20
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 22 luglio 1966

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	623,75
1 Dollaro canadese	580,55
1 Franco svizzero	144,489
1 Corona danese	90,141
1 Corona norvegese	87,23
1 Corona svedese	120,837
1 Fiorino olandese	173,072
1 Franco belga	12,557
1 Franco francese	127,285
1 Lira sterlina	1740,775
1 Marco germanico	156,362
1 Scellino austriaco	24,173
1 Escudo Port.	21,71
1 Peseta Sp.	10,403

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 marzo 1966, registrato alla Corte dei conti il 28 maggio 1966, registro n. 52, foglio n. 90, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto dal sig. Macario Alfredo, avverso la sua esclusione dal concorso per un posto di bidello supplente presso la Scuola media di Petacciato (Campobasso).

(5796)

Con decreto del Presidente della Repubblica 5 maggio 1966, registrato alla Corte dei conti il 13 giugno 1966, registro n. 56, foglio n. 320, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, prodotto dal sig. Ziccardi Rocco Eliodoro, avverso l'esito del concorso per un posto di bidello supplente presso la Scuola media di Castelluccio Valmaggiore (Foggia).

(5801)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 23 aprile 1966, registrato alla Corte dei conti il 14 giugno 1966 il ricorso al Governo della Repubblica proposto dalla signora Olga Speziale in Valentinis contro il vincolo di notevole interesse pubblico, imposto con decreto ministeriale 10 giugno 1960 sulla strada statale n. 7 sita nel territorio del comune di Castellaneta, in provincia di Taranto, è stato dichiarato in parte inammissibile e in parte respinto.

(5791)

Con decreto del Presidente della Repubblica 5 maggio 1966, registrato alla Corte dei conti il 13 giugno 1966, registro n. 56, foglio n. 319, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, proposto dalla signora Fuoco Giuseppina nata Napoliello, avverso l'esito del concorso per un posto di bidella supplente presso la Scuola media di Oliveto Citra (Salerno).

(5795)

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 marzo 1966, registrato alla Corte dei conti il 28 maggio 1966, registro n. 52, foglio n. 91, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, prodotto dal sig. Papale Lorenzo avverso l'esito del concorso per l'assunzione di un bidello non di ruolo presso la Scuola media di Mondragone (Caserta).

(5790)

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 marzo 1966, registrato alla Corte dei conti il 28 maggio 1966, registro n. 52, foglio n. 88, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, prodotto dal sig. Torre Antonino, avverso l'esito del concorso per tre posti di bidello incaricato presso la Scuola media di Misterbianco (Catania).

(5797)

Con decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1966, registrato alla Corte dei conti il 14 giugno 1966, registro n. 57, foglio n. 109, è stato accolto il ricorso straordinario prodotto dal sig. Colagrossi Giuseppe, avverso l'esito del concorso per un posto di bidello non di ruolo, presso la Scuola media di Pietra Montecorvino (Foggia).

(5798)

Con decreto del Presidente della Repubblica 5 maggio 1966, registrato alla Corte dei conti il 13 giugno 1966, registro n. 56, foglio n. 318, è stato dichiarato irricevibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, proposto dal sig. Revello Giuseppe, avverso la graduatoria del concorso per un posto di dibello non di ruolo, presso la Scuola media di Lucignano (Arezzo).

(5799)

Con decreto del Presidente della Repubblica 5 maggio 1966, registrato alla Corte dei conti il 13 giugno 1966, registro n. 56, foglio n. 321, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, proposto dal sig. Flavio Michele, avverso l'esito del concorso per due posti di bidello non di ruolo, presso la Scuola media di Casagiove (Caserta).

(5793)

MINISTERO DELLE FINANZE

Tabella dei prelievi applicabili ai prodotti indicati dall'articolo 1, paragrafo 2, lettere b), c), d) ed e) del Regolamento comunitario n. 13/64 (settore latte e prodotti lattiero-caseari) per il periodo dal 28 marzo 1966 al 3 aprile 1966

Prelievi applicabili all'importazione dei prodotti previsti dal Regolamento comunitario n. 13/64 (settore latte e prodotti lattiero-caseari) in provenienza da:

— Stati membri della C.E.E., quando tali prodotti sono scortati da certificato di circolazione Mod. D.D. 4

— Paesi terzi

Prelievi in lire italiane per quintale netto

Numero		Denominazione delle merci	Importazioni da:					
della Tariffa	della Statistica		Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
04.02		Latte e crema di latte, conservati, concentrati o zuccherati (*a*) (*b*):						
		A. senza aggiunta di zuccheri:						
	09	I. siero di latte	2.486	3.344	739	2.486	3.680	5.280
		II. latte e crema di latte, in polvere, in imballaggi immediati ermeticamente chiusi di contenuto netto di 5 kg o meno:						
	12	a. con aggiunta di altre sostanze (purchè non si tratti esclusivamente di antiossidanti, di emulsionanti o di vitamine), ad esclusione del latte e della crema di latte solamente acidificati, nonchè del latticello	30.832	30.438	25.947	30.832	31.575	45.408

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
04.02 (segue)		b. altri, aventi tenore in peso di materie grasse:						
	15	1. inferiore o uguale all'1,5 %	7.984	11.111	4.509	7.984	9.143	15.046
	16	2. superiore all'1,5 % e inferiore o uguale al 13 %	8.773	9.719	5.578	8.773	9.356	21.638
	17	3. superiore al 13 % e inferiore o uguale al 18 %	10.073	9.679	5.188	10.073	10.816	24.158
	18	4. superiore al 18 % e inferiore o uguale al 24 %	11.633	9.631	4.720	11.633	12.568	27.182
	19	5. superiore al 24 % e inferiore o uguale al 27 %	12.413	9.607	4.486	12.413	13.444	28.694
	20	6. superiore al 27 % e inferiore o uguale al 30 %	13.193	9.583	4.252	13.193	14.320	30.206
	21	7. superiore al 30 % e inferiore o uguale al 43 %	16.573	9.479	3.238	16.573	18.116	36.758
	24	8. superiore al 43 %	23.853	9.255	1.563	23.853	26.292	50.870
		III. altri:						
		a. latte (escluso il latticello avente tenore in peso di materie grasse inferiore o uguale al 6 %) e crema di latte, in polvere, aventi tenore in peso di materie grasse:						
	27	1. superiore all'1,5 % e inferiore o uguale al 13 %	7.210	8.156	4.015	7.210	7.793	17.888
	28	2. superiore al 13 % e inferiore o uguale al 18 %	8.510	8.116	3.625	8.510	9.253	20.408
	29	3. superiore al 18 % e inferiore o uguale al 24 %	10.070	8.068	3.157	10.070	11.005	23.432
	30	4. superiore al 24 % e inferiore o uguale al 27 %	10.850	8.044	2.923	10.850	11.881	24.944
	31	5. superiore al 27 % e inferiore o uguale al 30 %	11.630	8.020	2.689	11.630	12.757	26.456
	32	6. superiore al 30 % e inferiore o uguale al 43 %	15.010	7.916	1.675	15.010	16.553	33.008
	35	7. superiore al 43 %	22.290	7.692	zero	22.290	24.729	47.120
		b. latte in polvere, avente tenore in peso di materie grasse inferiore o uguale all'1,5 %; latticello in polvere, avente tenore in peso di materie grasse inferiore o uguale al 6 %:						
	38	1. destinati all'alimentazione del bestiame (*d*)	zero	zero	zero	zero	zero	zero
	41	2. altri	6.421	9.548	2.946	6.421	7.580	11.296
		c. latte condensato e altri, aventi tenore in peso di materie grasse:						
	42	1. inferiore o uguale al 27%	7.938	14.401	6.955	13.722	10.673	20.682
	43	2. superiore al 27% e inferiore o uguale al 45%	zero	zero	zero	zero	773	28.295
	45	3. superiore al 45%	zero	zero	zero	zero	1.314	48.101
		B. con aggiunta di zuccheri:						
	47	I. latte e crema di latte, in polvere, in imballaggi immediati ermeticamente chiusi, di contenuto netto di 5 kg o meno	30.832	30.438	25.947	30.832	31.575	45.408
		II. altri:						
		a. latte e crema di latte, in polvere, avente tenore in peso di materie grasse (*e*):						
	50	1. superiore all'1,5% e inferiore o uguale al 13%	7.210 (*f*)	8.156 (*f*)	4.015 (*f*)	7.210 (*f*)	7.793 (*f*)	17.888 (*f*)

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
04.02 (segue)	51	2. superiore al 13 % e inferiore o uguale al 18 %	8.510 (*f*)	8.116 (*f*)	3.625 (*f*)	8.510 (*f*)	9.253 (*f*)	20.408 (*f*)
	52	3. superiore al 18 % e inferiore o uguale al 24 %	10.070 (*f*)	8.068 (*f*)	3.157 (*f*)	10.070 (*f*)	11.005 (*f*)	23.432 (*f*)
	53	4. superiore al 24 % e inferiore o uguale al 27 %	10.850 (*f*)	8.044 (*f*)	2.923 (*f*)	10.850 (*f*)	11.881 (*f*)	24.944 (*f*)
	54	5. superiore al 27 % e inferiore o uguale al 30 %	11.630 (*f*)	8.020 (*f*)	2.689 (*f*)	11.630 (*f*)	12.757 (*f*)	26.456 (*f*)
	55	6. superiore al 30 % e inferiore o uguale al 43 %	15.010 (*f*)	7.916 (*f*)	1.675 (*f*)	15.010 (*f*)	16.553 (*f*)	33.008 (*f*)
	58	7. superiore al 43 %	22.290 (*f*)	7.692 (*f*)	zero (*f*)	22.290 (*f*)	24.729 (*f*)	47.120 (*f*)
	61	b. latte in polvere, avente tenore in peso di materie grasse inferiore o uguale all'1,5 % (*e*)	6.421 (*f*)	9.548 (*f*)	2.946 (*f*)	6.421 (*f*)	7.580 (*f*)	11.296 (*f*)
		c. latte condensato ed altri, aventi tenore in peso di materie grasse:						
	65	1. inferiore o uguale al 27 %	5.843	6.155	6.746	5.843	15.230	28.377
	66	2. superiore al 27 % e inferiore o uguale al 45 % (*e*)	3.125	3.125	3.125	3.125	3.898	31.420
	69	3. superiore al 45 % (*e*)	3.125	3.125	3.125	3.125	4.439	51.226
04.03		Burro (*a*):						
	02	A. burro fuso, ghee	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*c*) (*g*)	67.907 (*g*)
		B. altro:						
	05	I. il cui pH, nella fase acquosa, è inferiore o uguale a 5,5 (*d*)	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*c*) (*g*)	56.589 (*g*)
	08	II. non nominato	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*g*)	zero (*c*) (*g*)	56.589 (*g*)
04.04		Formaggi e latticini (*a*):						
	26	A. formaggi dei tipi Emmental, Gruyère e Sbrinz, in forme (mole), con almeno quattro mesi di maturazione, aventi tenore minimo di materie grasse pari al 45 % in peso della sostanza secca, e di valore uguale o superiore a 95 U.C. per 100 kg (*d*)	zero	zero	zero	zero	zero	9.375
	27	B. formaggi di Glaris alle erbe (detto Schabziger) fabbricati con latte spannato ed aggiunta di erbe finemente tritate (*d*)	esente	esente	esente	esente	esente	12 % sul valore
	54	C. formaggio di tipo Cheddar, in forme intere, di valore uguale o superiore a 62 U.C. per 100 kg	zero	zero	zero	zero	zero	23 % sul valore
		D. formaggi a pasta erborinata:						
	28	I. Roquefort	esente	esente	esente	esente	esente	10.605
	02 31 57	II. Gorgonzola ed altri	1.101	361	zero	1.101	zero	10.605
		E. altri (esclusi i formaggi fusi):						
	60	I. Grana (in particolare Parmigiano Reggiano, Grana Padano), Pecorino, Reggianito, ivi compresi i formaggi non specificati nella sottovoce E., aventi tenore di acqua inferiore o uguale al 47 % in peso della materia non grassa	esente	esente	esente	esente	esente	12.797
	39	II. Emmental, Gruyère e Sbrinz	zero	zero	7.610 (*h*)	zero	zero	7.610
		III. Cheddar, Chester:						
	62	— Cheddar	zero	zero	17.364 (*h*)	zero	17.364 (*h*)	17.364
	65	— Chester	zero	zero	zero	zero	zero	17.364

Numero		Denominazione delle merci	Importazioni da:					
della Tariffa	della Statistica		Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
04.04 (segue)	67 45 47 51	IV. Gouda, Samsoe, Svecia, Danbo, Edam, Elbo, Maribo, Fontina, Fontal, Provolone, Caciocavallo, Ragusano, Leidse, Friese nagel- e kanterkaas, Herrgard, Comté, Cantal, Asiago, Montasio, Pressato, ivi compresi i formaggi non specificati nella sottovoce E., aventi tenore di acqua superiore al 47 % e inferiore o uguale al 62 % in peso della materia non grassa	5.561	14.977	zero	5.561	9.112 (*c*)	30.074
	42	V. Tilsit (Havarti)	5.486	13.916	zero	5.486	10.540 (*c*)	22.655
	70	VI. Saint-Paulin, Butterkase, Italico, Saint-Nectaire, ivi compresi i formaggi non specificati nella sottovoce E., aventi tenore di acqua superiore al 62 % e inferiore o uguale al 68 % in peso della materia non grassa	1.281	7.598	zero	1.281	1.510 (*c*)	15.675
	01 33 74	VII. Camembert, Brie, Taleggio, Maroilles, Coulommiers, Carré de l'Est, Reblochon, Pont l'Evêque, Neufchâtel, Limbourg, Romadour, Hervé, Harzer Käse, Fromage de Bruxelles, Stracchino, ivi compresi i formaggi non specificati nella sottovoce E., aventi tenore in acqua superiore al 68 % e inferiore o uguale al 73 % in peso della materia non grassa	zero	zero	zero	zero	zero	16.986
	17 20 23 36	VIII. Latticini ed altri	zero	zero	zero	zero	zero	16.986
	13 16	F. formaggi fusi	4.421	12.434	3.644	5.943	9.152 (*c*)	31.192
17.02-A	04	Lattosio e sciroppo di lattosio (*a*)	7.309	5.008	2.908	7.309	7.856	13.042

(*a*) Il prelievo applicabile ai miscugli rientranti nel Capitolo 4 della Tariffa doganale, costituiti da prodotti di cui alle voci 04.02, 04.03, 04.04 e 17.02-A, è quello applicabile al componente soggetto al prelievo più elevato e che, nello stesso tempo, rappresenta almeno il 10 % in peso del miscuglio. Qualora non sia possibile, in tal modo, provvedere alla fissazione del prelievo, il prelievo applicabile ai miscugli sopracitati è quello che risulta applicabile secondo la classificazione tariffaria di detti miscugli.

All'importazione di prodotti rientranti nella voce di tariffa n. 21.07 (Preparazioni alimentari non nominate nè comprese altrove), aventi tenore in peso superiore al 33 % di materie grasse provenienti dal latte, si riscuote, in aggiunta al dazio doganale previsto in tariffa per tali prodotti, un prelievo addizionale pari, per ogni 100 chilogrammi di prodotto:

— per le provenienze comunitarie, alla differenza tra l'ammontare del prelievo applicabile a 100 kg di burro e l'ammontare del dazio doganale applicabile alla stessa quantità di merce;

— per le provenienze da Paesi terzi, alla differenza tra l'ammontare del prelievo applicabile a 100 kg di burro fabbricato a base di crema dolce (voce n. 04.03-B-II) e l'ammontare del dazio applicabile alla stessa quantità di merce.

(*b*) In conformità alle Note Esplicative della Tariffa dei dazi doganali di importazione l'aggiunta di sostanze diverse dagli zuccheri, nell'ambito della voce n. 04.02, è consentita soltanto qualora trattisi di aggiunta in deboli quantità che non modifichino il carattere tariffario dei prodotti. Un'aggiunta al latte in polvere di amido destinato particolarmente a mantenere il latte ricostituito nel suo stato fisico normale e che non superi il 10 % in peso è da considerarsi come debole.

(*c*) Il prelievo nella misura indicata è applicabile soltanto quando la merce risulti scortata da certificato di circolazione Mod. D.D. 4 nel quale risulti:

— nel quadro *A* l'indicazione dell'Italia come Paese di destinazione;

— nel quadro *B* il visto dell'autorità competente dello Stato membro esportatore indicante che è stato riscosso all'atto della esportazione l'importo di compensazione in vigore il giorno dell'esportazione.

In mancanza di tali indicazioni sarà applicato il prelievo per le provenienze da Paesi terzi.

(*d*) Sono ammessi in questa sottovoce subordinatamente alle condizioni da stabilirsi dal Ministro per le finanze.

(*e*) Per il calcolo del tenore in materie grasse il peso dello zucchero aggiunto non deve essere preso in considerazione.

(*f*) Il prelievo nella misura indicata rappresenta il prelievo da prendere a base per la determinazione del prelievo applicabile da calcolarsi in funzione del rapporto in peso esistente tra i componenti in latte e l'insieme del prodotto.

Il prelievo così determinato va, poi, aumentato di un importo fisso di 5 U.C. per quintale di prodotto.

Il prelievo applicabile, per quintale di prodotto, sarà, pertanto, calcolato con la seguente formula: $\text{Prelievo} = \text{Pb} \times \frac{\text{Cl}}{100} + 3.125$, dove:

— Pb rappresenta il prelievo indicato, per ciascun Paese di provenienza, nella colonna corrispondente della tabella;

— Cl il peso in chilogrammi dei componenti in latte per 100 kg di prodotto;

— 3.125 l'importo fisso, espresso in lire, corrispondente a 5 U.C.

(*g*) Per il burro in imballaggi immediati di un chilogramma o meno va applicato, in aggiunta al prelievo, un supplemento di prelievo di lire 5.208 per quintale.

(*h*) Non è riscosso alcun prelievo quando il formaggio è scortato da certificato di circolazione Mod. D.D. 4 dove nel quadro *B* risulti apposta dall'autorità competente dello Stato membro esportatore, una delle seguenti indicazioni:

« Prodotto che non ha formato oggetto di intervento ».

« Produit n'ayant pas fait l'objet d'intervention ».

« Keine Interventionsware ».

« Geen interventieprodukt ».

Se il certificato di circolazione Mod. D.D. 4, nel quadro *B*, non contiene l'indicazione di cui al precedente comma, non è riscosso alcun prelievo soltanto quando il formaggio venga utilizzato per la trasformazione in formaggio fuso, sotto l'osservanza delle norme e condizioni da stabilirsi dal Ministro per le finanze.

(4894)

CONCORSI ED ESAMI

CAMERA DEI DEPUTATI

Graduatoria di merito del concorso pubblico a quattro posti di vice segretario di biblioteca della Camera dei deputati

IL PRESIDENTE DELLA CAMERA DEI DEPUTATI

Visto il decreto presidenziale 16 luglio 1965, n. 1382, con il quale è stato indetto un concorso pubblico per esami e per titoli a quattro posti di funzionario della carriera direttiva della biblioteca della Camera con la qualifica di vice segretario di biblioteca;

Visto il decreto presidenziale 23 luglio 1965, n. 1399, relativo alla costituzione della Commissione esaminatrice del concorso predetto;

Visti i verbali e la relazione conclusiva inerenti al concorso medesimo;

Vista la deliberazione adottata dall'Ufficio di Presidenza nella seduta del 13 luglio 1966 con la quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati al concorso dichiarati idonei ed — in accoglimento del voto formulato dalla Commissione esaminatrice — è stato disposto di elevare da quattro a cinque il numero dei posti messi a concorso per la qualifica di vice segretario di biblioteca;

Visti gli articoli 2, 4 e 23 del regolamento dei servizi e del personale;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati risultati idonei nel concorso pubblico per vice segretario di biblioteca:

Lamaro dott. Emilia	punti	25,81
Cartocci dott. Barbara	»	25,58
Gigli dott. Giovanni	»	24,72
Cortese dott. Maurizio	»	23,91
Rupeni dott. Atto	»	23,34
Costanzo dott. Francesco	»	22,90
Orlando dott. Claudio	»	22,85
Malato dott. Enrico	»	22,78
Bertani dott. Piergiorgio	»	22,65

In relazione alla deliberazione dell'Ufficio di Presidente di cui alle premesse, in forza della quale il numero dei posti messi a concorso e stato elevato da quattro a cinque, sono proclamati vincitori del concorso, nell'ordine, i seguenti candidati idonei:

Lamaro dott. Emilia;
Cartocci dott. Barbara;
Gigli dott. Giovanni;
Cortese dott. Maurizio;
Rupeni dott. Atto.

I suddetti vincitori sono nominati — subordinatamente all'accertamento dei requisiti prescritti — vice segretari di biblioteca, in prova, ed inquadrati dal 16 luglio 1966, secondo l'ordine anzidetto, nel ruolo dei funzionari direttivi della biblioteca prendendo posto dopo il dott. Enrico Aucello, segretario.

Con la stessa decorrenza viene attribuita ai funzionari medesimi la posizione iniziale di stipendio della carriera.

Roma, addì 13 luglio 1966

Il Presidente: BUCCIARELLI DUCCI

Il Segretario: COSENTINO

(5913)

MINISTERO DELLE FINANZE

Concorso per esami a due posti di preparatore chimico aggiunto in prova nella carriera esecutiva dell'Amministrazione periferica delle dogane e delle imposte indirette - ruolo del personale tecnico dei Laboratori chimici delle dogane e imposte indirette.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, che approva il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente le norme di esecuzione del citato testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il regio decreto 23 marzo 1933, n. 185, che approva il regolamento per il personale degli uffici dipendenti dal Ministero delle finanze e successive modificazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 settembre 1959, n. 1340, recante nuove norme per i concorsi di ammissione e di promozione nelle carriere dell'Amministrazione finanziaria;

Vista la legge 19 luglio 1962, n. 959, contenente norme sulla revisione dei ruoli organici dell'Amministrazione finanziaria;

Considerato che nella qualifica di preparatore chimico aggiunto della carriera esecutiva dell'Amministrazione periferica delle dogane e delle imposte indirette, ruolo del personale tecnico dei Laboratori chimici delle dogane e imposte indirette, sono disponibili due posti;

Considerato che si è provveduto ad accantonare i posti spettanti, a norma delle vigenti disposizioni, agli invalidi e mutilati di guerra e per servizio, assegnabili senza concorso e non ancora conferiti, e vista la legge 15 novembre 1965, n. 1288;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a due posti di preparatore chimico aggiunto in prova nella carriera esecutiva dell'Amministrazione periferica delle dogane e delle imposte indirette, ruolo del personale tecnico dei Laboratori chimici delle dogane e imposte indirette.

Un terzo dei suddetti posti è riservato ai candidati i quali, trovandosi nelle condizioni previste dagli articoli 21 e 23 della legge 19 luglio 1962, n. 959, abbiano prestato servizio presso gli uffici dell'Amministrazione finanziaria per almeno trecentosessanta giorni complessivi nel triennio precedente alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso stesso.

Art. 2.

Titolo di studio

Per l'ammissione al concorso gli aspiranti debbono essere forniti del diploma di istituto di istruzione secondaria di primo grado.

Art. 3.

Limiti di età

Per partecipare al concorso gli aspiranti, alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, debbono avere compiuto il 18° anno di età e non oltrepassato il 28°.

Il suddetto limite di età è elevato:

1) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande per la partecipazione al concorso, più un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

2) di cinque anni:

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione;

c) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

d) per coloro che appartengono alle altre categorie assimilate dalle disposizioni in vigore ai combattenti.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena e coloro che si trovino nei casi previsti dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con la legge 23 febbraio 1952, n. 93;

e) per i cittadini aventi il loro domicilio in territorio di confine che, in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico, siano stati costretti ad allontanarsene e non possano farvi ritorno;

f) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, per i profughi dalla Somalia rimpatriati fino al 31 marzo 1950, per i profughi

dai territori sui quali in seguito al trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano, per i profughi dai territori esteri, per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra (legge 4 marzo 1952, n. 137), per i profughi rimpatriati dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri contemplati dalla legge 25 ottobre 1960, n. 1306 e per i profughi ed i rimpatriati dall'Algeria e da altri Paesi del continente africano (legge 25 febbraio 1963, n. 319).

Per gli stessi profughi che siano disoccupati il limite massimo di età è protratto ad anni 55.

3) Il limite massimo di età è poi elevato ad anni 39:

a) per i combattenti od assimilati decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra al valor militare oppure per i promossi per merito di guerra;

b) per i capi di famiglia numerosa ai sensi della legge 20 marzo 1940, n. 233, e del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, costituita da almeno sette figli viventi compresi tra essi anche i figli caduti in guerra.

Le elevazioni di cui al precedente n. 1) si cumulano con le elevazioni contemplate ai numeri 2) e 3) purchè complessivamente non si superino i 40 anni;

4) inoltre il limite massimo di età è protratto sino a 40 anni, ritenendosi però assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale;

5) ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944, ai sensi dell'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito, senza modifiche, nella legge 5 maggio 1949, n. 178.

In ogni caso e anche quando si possano cumulare altri benefici non si può superare il limite massimo di anni 40;

6) il limite massimo di età è protratto a 45 anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per il personale licenziato dagli Enti di diritto pubblico o dagli altri Enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato o comunque interessanti la finanza statale, soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, semprechè non siano decorsi 5 anni dalla data di cessazione del rapporto di impiego;

7) il limite massimo di età è protratto a 55 anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per i mutilati e invalidi di guerra, per i mutilati e invalidi per la lotta di liberazione, per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, per i mutilati e invalidi per i fatti di Mogadiscio del l'11 gennaio 1948, per i mutilati e invalidi per servizio militare o civile, per i mutilati e invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (limitatamente agli eventi verificatisi fino al 23 dicembre 1951 per la Libia e fino al 31 marzo 1950 per la Somalia), per i mutilati e invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Province di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato, per i mutilati e invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, per i mutilati ed invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, per i mutilati e invalidi della repubblica sociale italiana (legge 24 novembre 1961, n. 1298).

Non sono ammessi a tale beneficio gli invalidi di cui sopra assegnati alla 9ª e 10ª categoria di pensione ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 e 10 della categoria 9ª e da 3 a 6 della categoria 10ª della tabella allegato *A* al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876 e dalle voci 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella *B* del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491.

Il limite massimo di età è protratto, altresì, a 55 anni per i mutilati ed invalidi civili di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539, nonchè per le vedove e gli orfani di cui alla legge 15 novembre 1965, n. 1288;

8) la condizione del limite massimo di età non è richiesta per gli impiegati civili di ruolo, per gli operai di ruolo dello Stato e per coloro i quali, trovandosi nelle condizioni previste dagli articoli 21 e 23 della legge 19 luglio 1962, n. 959, abbiano prestato servizio presso gli uffici dell'Amministrazione finanziaria per almeno 360 giorni complessivi nel triennio precedente alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

9) si prescinde dal limite massimo di età per i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili;

10) si prescinde, altresì, dal limite massimo di età, ai sensi della legge 26 marzo 1965, n. 229, per gli ufficiali e sottufficiali in servizio permanente dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica e dei Corpi della guardia di finanza, delle guardie di pubblica sicurezza e degli agenti di custodia, nonchè i vice brigadieri, graduati e militari di truppa in servizio continuativo dell'Arma dei carabinieri e dei Corpi predetti.

Art. 4.

Presentazione delle domande

Le domande di ammissione al concorso indirizzate al Ministero delle finanze - Direzione generale degli affari generali e del personale - Ufficio concorsi - redatte su carta da bollo da L. 400 (vedi schema esemplificativo all'allegato *A*) e firmate dagli aspiranti di proprio pugno dovranno essere direttamente presentate o fatte pervenire al Ministero stesso - Direzione generale affari generali e personale - Ufficio concorsi o ad una delle Intendenze di finanza entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Non si terrà conto delle domande che perverranno o saranno presentate alle Intendenze di finanza o al Ministero - Direzione generale affari generali e personale - Ufficio concorsi - dopo il termine sopra indicato anche se spedite per posta o con qualsiasi altro mezzo entro il termine medesimo.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal timbro a calendario, apposto su di esse dalla predetta Direzione generale affari generali e personale - Ufficio concorsi - ovvero da una Intendenza di finanza.

Nelle domande gli aspiranti debbono dichiarare:

la data ed il luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti;

il titolo di studio;

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

i servizi prestati come impiegati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego.

Non possono partecipare al concorso coloro che siano stati destituiti o dispensati da precedente impiego presso una pubblica Amministrazione o siano da esso decaduti per averlo conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

i titoli che danno diritto ad elevazione del limite massimo di età per l'ammissione al concorso.

Dalle domande dovrà risultare altresì:

il domicilio;

l'indirizzo al quale si chiede che siano trasmesse le eventuali comunicazioni;

la dichiarazione che il candidato sia disposto, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi destinazione.

Gli aspiranti potranno, senza impegno da parte dell'Amministrazione, indicare nella domanda la sede (Roma o una delle Intendenze di finanza della Repubblica indicate all'art. 10) presso la quale desiderano sostenere le prove scritte.

La firma che gli aspiranti apporranno in calce alla domanda dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti stessi risiedono. Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione di firme ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

L'omessa autenticazione della firma comporterà l'esclusione dal concorso.

Art. 5.

Possesso dei requisiti

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

I requisiti che diano titolo di precedenza o di preferenza per la nomina al posto, anche se vengono ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati entro il termine stabilito dal primo comma del successivo art. 6.

Art. 6.

Termine per la presentazione dei documenti

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e la prova pratica e che intendano far valere titoli di precedenza o di preferenza nella nomina, devono far pervenire all'Ufficio concorsi della Direzione generali affari generali e personale del Ministero delle finanze entro il termine perentorio di quindici giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso di detti titoli e redatti nella forma prescritta dal successivo art. 8.

I concorrenti dichiarati vincitori devono far pervenire all'Ufficio di cui sopra, sotto pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione sia i documenti di rito elencati nel successivo art. 7, sia, per godere del beneficio dell'aumento del limite di età previsto dall'art. 3, gli appositi documenti elencati nell'art. 8.

Art. 7.

Documentazione di rito che devono produrre i candidati dichiarati vincitori

I candidati dichiarati vincitori dovranno produrre, nel termine stabilito dal secondo comma del precedente art. 6, e quelli residenti all'estero, nel termine di cui sopra prorogato di trenta giorni, i seguenti documenti:

A) Titolo di studio: diploma originale o copia autenticata ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, su carta da bollo da L. 400, del titolo di studio prescritto per l'ammissione al concorso contemplato nel presente decreto.

Quando il diploma non sia stato ancora rilasciato è consentito di presentare, in sua vece, il certificato-diploma, sulla prescritta carta legale, contenente la dichiarazione di essere quello sostitutivo a tutti gli effetti del diploma sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato. In caso di smarrimento o distruzione del diploma, il candidato dovrà presentare il relativo duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, oppure un certificato dal quale risulti che è in corso la procedura per il rilascio del duplicato stesso.

B) Estratto dell'atto di nascita, redatto su carta da bollo da L. 400. Tale documento dovrà essere rilasciato dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine se il candidato è nato nel territorio della Repubblica e, se nato all'estero e sia già avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile di un Comune italiano, dall'ufficiale di stato civile di quest'ultimo Comune.

Qualora detta trascrizione non sia stata ancora eseguita, i candidati nati all'estero, potranno produrre un certificato dell'autorità consolare; la firma del funzionario che ha rilasciato il certificato deve essere legalizzata dal Ministro per gli affari esteri o dalle autorità da esso delegate.

C) Certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine.

D) Certificato di godimento dei diritti politici su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza.

Per i minori degli anni 21 il certificato, la cui esibizione in ogni caso è obbligatoria, conterrà la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, impediscano il possesso dei diritti politici stessi.

E) Certificato penale su carta bollata da L. 400, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica.

F) Certificato su carta bollata da L. 400, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del Comune, dal quale risulti che il candidato possiede l'idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale si riferisce il concorso.

Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica il certificato medico ne deve fare menzione.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza dell'aspirante e contenere, ai sensi, rispettivamente, dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non ha perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesce di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro ed alla sicurezza degli impianti.

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre a visita medica di un sanitario di sua fiducia i candidati per i quali lo ritenga necessario.

I documenti indicati alle precedenti lettere *A*), *B*), *C*), *D*), *E*), *F*), non sono soggetti alla legalizzazione delle firme ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Dovranno, invece, ai sensi dell'art. 10 del citato decreto del Presidente della Repubblica, essere legalizzate dal Provveditore agli studi le firme apposte sui diplomi originali e sui certificati di studi rilasciati dai capi delle scuole parificate o legalmente riconosciute con sede fuori della provincia di Roma.

G) Documento militare:

1) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare: copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) in bollo da L. 400 rilasciato dall'autorità militare competente.

Anche i candidati che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi sono tenuti a produrre uno dei suddetti documenti:

2) per i candidati che siano stati dichiarati « abili arruolati » dal competente Consiglio di leva, ma che per qualsiasi motivo non abbiano ancora prestato o non debbano prestare servizio militare:

a) se assegnati in forza ai distretti militari (Esercito e Aeronautica): copia o estratto del foglio matricolare militare in bollo da L. 400 rilasciati dal distretto militare competente;

b) se assegnati in forza alle capitanerie di porto: certificato di esito di leva in bollo da L. 400 rilasciato dalla capitaneria di porto competente.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo;

3) per i candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente Consiglio di leva:

a) se il giudizio è stato adottato dal Consiglio di leva presso il Comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestre): certificato di esito di leva in bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco e contenente il visto di conferma del commissario di leva;

b) se il giudizio è stato adottato presso una capitaneria di porto (candidati assegnati alla lista di leva marittima): certificato di esito di leva in bollo da L. 400 rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante di porto;

4) per i candidati infine che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del Consiglio di leva: certificato di iscrizione nelle liste di leva in bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestre, ovvero analogo certificato, rilasciato dalla capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alla lista di leva marittima.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva od in carriera continuativa e quelli in servizio di polizia possono presentare soltanto i seguenti documenti:

1) titolo di studio;
2) estratto dell'atto di nascita;
3) certificato penale;
4) un certificato rilasciato su carta da bollo da L. 400 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

Il personale civile di ruolo dello Stato, quello dei ruoli aggiunti, quello già inquadrato nei ruoli transitori e gli operai di ruolo dello Stato, dovranno produrre i seguenti documenti e sono esonerati dalla presentazione degli altri;

1) copia dello stato matricolare su carta da bollo da L. 400, con le note dell'ultimo triennio rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici;
2) titolo di studio;
3) certificato medico.

I seguenti documenti debbono essere di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al comma secondo del precedente art. 6:

1) certificato di cittadinanza italiana;
2) certificato di godimento dei diritti politici;
3) certificato penale;
4) certificato medico;
5) copia dello stato matricolare.

I certificati di cui ai numeri 1) e 2) dovranno attestare altresì che gli interessati godevano del possesso dei requisiti rispettivamente della cittadinanza italiana e dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso.

Il requisito della buona condotta morale e civile sarà accertato d'ufficio a norma dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella *B* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè esibiscano un certificato di povertà ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

Non si ammettono riferimenti a documenti in precedenza presentati a questo o ad altri Ministeri o ad altri Enti a qualsiasi titolo.

Tuttavia i profughi dai territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici o ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e le posizioni di fatto da comprovare. In tale caso essi dovranno per tali documenti indicare l'autorità che li ha rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

I profughi suddetti hanno altresì facoltà di avvalersi di documenti diversi da quelli richiesti nel presente decreto, sempreché questi siano riconosciuti idonei dall'Amministrazione.

Art. 8.

Titoli che danno diritto a particolari benefici: precedenza o preferenza nella nomina all'impiego ed elevazione del limite massimo di età.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex combattenti ed assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, degli invalidi civili, dei congiunti dei caduti in guerra ed assimilati, degli insigniti di medaglia al valor militare o di croce di guerra o di altra attestazione speciale di merito di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi, dei perseguitati politici e razziali, dei coniugati e vedovi e dei capi di famiglia numerosa, dei dipendenti statali di ruolo e non di ruolo, dei sottufficiali delle forze armate cessati dal servizio a domanda o d'autorità e non reimpiegati come civili, gli interessati dovranno produrre, nei termini e per gli effetti di cui al precedente art. 6, i seguenti documenti:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937 in carta bollata da L. 400;

b) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione, della lotta di liberazione (partigiani combattenti), i militari e militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attraversarono le linee nemiche, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigionieri cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari e militarizzati addetti alla bonifica di campi minati, dragaggio mine, ecc. di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93 e decreto del Presidente della Repubblica 14 settembre 1957, n. 1385 e i combattenti della guerra di liberazione delle formazioni non regolari di cui al decreto legge 19 marzo 1948, n. 241, gli altoatesini che hanno prestato servizio di guerra nelle forze armate tedesche di cui alla legge 2 aprile 1958, n. 364, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa in bollo da L. 400 di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare n. 202860/Od. 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina ovvero copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare;

c) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta bollata da L. 400 rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

d) i mutilati e gli invalidi dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa Orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza di ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra, i mutilati e gli invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i mutilati e gli invalidi della repubblica sociale italiana (legge 24 novembre 1961, n. 1298) dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato modello 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra - oppure una dichiarazione d'invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

e) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria e la voce dell'invalidità da cui sono colpiti, ovvero il mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

f) i mutilati ed invalidi civili dovranno presentare un certificato rilasciato dal competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, su carta da bollo da L. 400, attestante il numero di iscrizione nel ruolo e la categoria professionale ai sensi dell'art. 6 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539;

g) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti e razziali, di cui all'art. 2, terzo comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno presentare un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto.

Gli orfani dei caduti per servizio dovranno produrre una dichiarazione, in carta da bollo, rilasciata dall'Amministrazione presso la quale il caduto prestava servizio.

I figli degli invalidi per servizio di prima categoria produrranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oppure un attestato dell'Amministrazione dalla quale dipendevano i genitori.

h) i figli dei mutilati ed invalidi della guerra 1915-18 nonchè i figli dei mutilati ed invalidi di cui alla precedente lett. *d*) dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400 del sindaco del Comune di residenza attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

i) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione e la categoria;

l) le madri e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nella precedente lettera *g*) nonchè le madri, le mogli e le

sorelle vedove o nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno esibire un certificato, in carta da bollo, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

Le vedove di guerra dovranno produrre, ai sensi dell'art. 4 della legge 15 novembre 1965, n. 1288, l'apposito modello 331 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra nel quale dovrà essere esplicitamente dichiarato il godimento della pensione di guerra ai sensi dell'art. 55 della legge 10 agosto 1950, n. 648.

Le vedove dei caduti per causa di servizio dovranno produrre una dichiarazione, in carta da bollo, dell'Amministrazione presso la quale il caduto prestava servizio.

m) i profughi da territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) rilasciato in carta bollata da L. 400 dal prefetto della Provincia in cui risiedono e, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

n) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare un'attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in carta bollata da L. 400, in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885 e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa Italiana.

I profughi dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 25 ottobre 1960, numero 1306, dovranno presentare un attestato rilasciato dal Ministero degli affari esteri comprovante tale loro condizione.

I profughi disoccupati dovranno produrre un certificato rilasciato dal competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, attestante lo stato di disoccupazione;

o) gli insigniti di medaglia al valor militare o di croce di guerra, o di altra attestazione speciale di merito di guerra, e i feriti di guerra dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto e del documento di concessione.

p) coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata su carta da bollo da L. 400 dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza;

q) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

r) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia su carta legale da L. 400 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

s) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla precedente lettera *r*), di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del precedente art. 6, che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi anche i figli caduti in guerra;

t) i candidati dipendenti civili di ruolo dello Stato, dei ruoli aggiunti o già inquadrati nei ruoli speciali transitori e gli operai di ruolo dello Stato, dovranno produrre copia dello stato matricolare su carta bollata da L. 400, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al comma secondo del precedente art. 6;

u) i concorrenti che siano dipendenti non di ruolo dovranno inoltre produrre un certificato, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del precedente art. 6, su carta bollata da L. 400, rilasciato dall'Amministrazione dalla quale dipendono da cui risultino la data di inizio, la durata e la natura del servizio prestato, nonchè gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma con le qualifiche riportate nell'ultimo triennio;

v) i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, numero 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche d'autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, dovranno produrre apposita attestazione su carta bollata da L. 400, dell'autorità militare;

z) i candidati che beneficiano delle disposizioni di cui al n. 10 dell'art. 3 del presente bando, dovranno produrre copia o estratto dello stato di servizio (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) in carta legale rilasciato dalla autorità militare competente;

w) i dipendenti statali che hanno frequentato con esito favorevole i corsi di preparazione o di integrazione previsti dall'art. 150 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, dovranno produrre un certificato in carta da bollo da L. 400, rilasciato dall'Amministrazione competente;

j) i candidati che beneficiano delle disposizioni di cui al secondo comma dell'art. 1 ed al n. 8) dell'art. 3 del presente bando, dovranno produrre un certificato, su carta bollata da L. 400, rilasciato dall'Amministrazione dalla quale dipendono, da cui risulti che hanno prestato servizio per almeno 360 giorni complessivi nel triennio precedente alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso. I candidati assunti da un Conservatore dei registri immobiliari per i servizi di copiatura, dovranno produrre analogo certificato rilasciato dal Conservatore stesso.

Art. 9.

Commissione esaminatrice

La Commissione esaminatrice composta ai sensi dell'art. 29 lett. *d*) del decerto del Presidente della Repubblica 28 settembre 1959, n. 1340, sarà stabilita con successivo decreto ministeriale.

Art. 10.

Svolgimento delle prove

Per lo svolgimento delle prove scritte, della prova orale e di quella pratica si osserveranno le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

L'esame consterà di due prove scritte, di una orale e di una pratica in base al programma indicato nel successivo art. 11.

Le prove scritte si svolgeranno nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avranno luogo in Roma e presso le Intendenze di finanza di Ancona, Bari, Bologna, Cagliari, Catania, Catanzaro, Firenze, Foggia, Genova, Messina, Milano, Napoli, Palermo, Salerno, Taranto, Torino e Venezia.

L'Amministrazione tuttavia si riserva la facoltà di ridurre o di aumentare, ove occorra, il numero delle sedi di esame in relazione al numero dei concorrenti.

La prova orale e quella pratica avranno luogo soltanto in Roma.

Ai candidati sarà inoltre data tempestiva comunicazione del giorno, dell'ora e del luogo in cui tanto le prove scritte, quanto quella orale e pratica saranno tenute.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'Amministrazione stessa.

Per sostenere le prove scritte e quella orale e pratica, i candidati dovranno essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente, applicata su carta da bollo da lire 400, con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio;

b) libretto ferroviario personale se il candidato è dipendente di ruolo o non di ruolo di una Amministrazione statale;

c) tessera postale;

d) porto d'armi;

e) patente automobilistica;

f) passaporto;

g) carta d'identità.

Art. 11.

Programma di esame

L'esame consterà di due prove scritte, di una orale e di una pratica in base al seguente programma.

Prove scritte

Parte prima:

Componimento italiano.

Parte seconda:

Problema di aritmetica elementare (compresa la regola del tre composto).

Prova orale

La prova orale comprende:

Nozioni sulla costituzione italiana;

Nozioni elementari di chimica;

Allestimento e montaggio di un apparecchio semplice per analisi chimica, con descrizione orale;

Nozioni sull'ordinamento degli archivi;

Nozioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Nozioni sull'ordinamento dell'Amministrazione finanziaria.

Prova pratica

Saggio di dattilografia.

Art. 12.

Prova orale e pratica

Alla prova orale ed a quella pratica saranno ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale ed in quella pratica i candidati dovranno conseguire la votazione di sei decimi in ciascuna di esse.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte, del voto riportato nella prova orale e del voto ottenuto in quella pratica.

La graduatoria generale di merito sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e quella dei vincitori con l'osservanza delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti.

A parità di merito si applicheranno le disposizioni di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 ed art. 11, primo comma, della legge 5 ottobre 1962, n. 1539, contenente provvedimenti in favore dei mutilati ed invalidi civili.

Art. 13.

Graduatoria del concorso

La graduatoria del concorso sarà approvata con decreto ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti della ammissione all'impiego e sarà successivamente pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero delle finanze.

Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dalla data della pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 14.

Nomina dei vincitori

I vincitori del concorso saranno ammessi all'impiego ed assunti temporaneamente in prova per il periodo di mesi sei, dopo di che, se riconosciuti idonei dal Consiglio di amministrazione, conseguiranno la nomina in ruolo.

Nel caso di giudizio sfavorevole alla nomina in ruolo, il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine del quale, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto di impiego con decreto motivato. In tal caso spetterà all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

I vincitori del concorso che si trovino nelle condizioni previste dalle disposizioni in vigore beneficieranno della esenzione dal periodo di prova.

Art. 15.

Trattamento economico

Ai vincitori del concorso, ammessi all'impiego, spetta durante il periodo di prova, il trattamento economico della qualifica iniziale, ai sensi dell'art. 33 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Ai vincitori del concorso i quali provengono dalla stessa o da diversa Amministrazione e che rivestano una qualifica con stipendio superiore a quello spettante nella nuova qualifica, compete il trattamento economico di cui all'art. 202 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

A coloro tra i vincitori stessi che provengono dal personale non di ruolo viene conservato il trattamento di cui all'art. 11 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 febbraio 1966

Il Ministro: TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *aprile* 1966
Registro n. 13 *Finanze, foglio n.* 88

ALLEGATO *A*

Schema esemplificativo della domanda
da inviarsi su carta da bollo da L. 400 al:

Ministero delle finanze - Direzione generale degli affari generali e del personale - Ufficio concorsi — ROMA

Il sottoscritto . . . . nato a . . . . (Provincia di . . . .) il . . . . e residente in . . . . (Provincia di . . . .) via . . . . chiede di essere ammesso al concorso a due posti di preparatore chimico aggiunto in prova nel ruolo del personale tecnico dei Laboratori chimici delle dogane e imposte indirette.

Fa presente (1) di aver diritto all'aumento dei limiti di età ai sensi dell'art. 3 del bando perchè (2) . . . .

Dichiara di essere cittadino italiano, di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di . . . . (3), di non aver riportato condanne penali (4), di non essere incorso nella destituzione o nella dispensa da precedente impiego presso una pubblica Amministrazione, nè nella decadenza da precedente impiego conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile, di essere in possesso del seguente titolo di studio . . . . conseguito presso . . . . in data . . . . e, per quanto riguarda gli obblighi militari di (5)

Dichiara di essere disposto a raggiungere, in caso di nomina, qualunque residenza e chiede di sostenere le prove scritte nella sede di . . . .

. . . . . li . . . . 19 . .

Firma . . . .

Indirizzo presso cui si desidera che vengano inviate eventuali comunicazioni: . . . .

Visto per l'autenticità della firma del sig. . . . . (6).

---

(1) Tale dichiarazione è necessaria solo per i candidati che, avendo superato il limite massimo di età previsto dal bando, abbiano titolo che dà diritto all'elevazione del suddetto limite.

(2) Coniugato senza prole oppure con prole e con quanti figli viventi, combattente, militarizzato od assimilato, partigiano combattente; deportato dal nemico; assimilato ai combattenti; profugo dalle ex colonie italiane; dai territori su cui è cessata la sovranità dello Stato italiano; dai territori esteri; da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra; decorato al valor militare o promosso per merito di guerra; capo di famiglia numerosa; mutilato od invalido militare o civile di guerra; mutilato od invalido di altre categorie assimilate ai mutilati ed invalidi di guerra; mutilato od invalido per servizio militare o civile; perseguitato, deportato od internato per motivi politici o razziali; colpito da leggi razziali; licenziato da . . . . (indicare la denominazione dell'Ente) soppresso ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404; dipendente civile di ruolo o dei ruoli aggiunti od inquadrato nei ruoli transitori delle Amministrazioni statali; operaio di ruolo dello Stato; sottufficiale delle forze armate cessato dal servizio a domanda o di autorità e non reimpiegato come civile; mutilato e invalido civile di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539.

(3) In caso contrario, di non iscrizione o di cancellazione dalle liste elettorali, indicarne i motivi.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale) la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso nonchè i procedimenti penali eventualmente pendenti.

(5) Di aver già prestato servizio militare; ovvero di non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva; ovvero perchè, pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo o di rinvio in qualità di . . . ovvero perchè riformato o rivedibile.

(6) La firma dell'aspirante apposta in calce alla domanda dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo in cui l'aspirante risiede. Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione di firme ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

(4323)

MINISTERO DELLA DIFESA

Proroga del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso per l'ammissione al 1° anno del 23° corso dell'Accademia militare di Modena.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale 1° aprile 1966, registrato alla Corte dei conti il 30 aprile 1966, registro n. 23 Difesa-Esercito, foglio n. 231, con il quale è stato indetto il concorso per l'ammissione di allievi al 1° anno del 23° corso dell'Accademia militare di Modena;

Considerata l'opportunità di proroga al 31 luglio 1966 il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al suddetto concorso previsto dall'art. 10 del bando sopracitato;

Decreta:

Il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso di ammissione al 1° anno del 23° corso dell'Accademia militare di Modena previsto dall'art. 10 del decreto ministeriale 1° aprile 1966 è prorogato al 31 luglio 1966.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 luglio 1966

Il Ministro: TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *luglio* 1966
Registro n. 40 *Difesa-Esercito, foglio n.* 91

(6027)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione di un membro della Commissione giudicatrice del concorso per esami a trenta posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in economia e commercio o in scienze coloniali o in scienze economico-marittime.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 16 giugno 1965, registrato alla Corte dei conti il 10 luglio 1965, registro n. 8 Lavoro e previdenza sociale, foglio n. 358, con il quale è stata nominata la Commissione giudicatrice del concorso a trenta posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in economia e commercio o in scienze coloniali o in scienze economico-marittime;

Visto il decreto ministeriale 1° luglio 1965, registrato alla Corte dei conti il 6 agosto 1965, registro n. 10 Lavoro e previdenza sociale, foglio n. 149, con il quale è stata modificata la Commissione giudicatrice del concorso suddetto;

Considerato che il prof. Ignazio Scotto, libero docente di diritto del lavoro nell'Università di Perugia, non è disponibile per impegni precedentemente assunti;

Vista la designazione fatta dal Ministero della pubblica istruzione per la sostituzione nella Commissione predetta del prof. Ignazio Scotto;

Ritenuto che occorre procedere alla sostituzione del professore Ignazio Scotto;

Decreta:

In sostituzione del prof. Ignazio Scotto, libero docente di diritto del lavoro presso l'Università di Perugia, viene chiamato a far parte della Commissione giudicatrice del concorso a trenta posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in economia e commercio o in scienze coloniali o in scienze economico-marittime il prof. Rosario Flammia, libero docente di diritto del lavoro presso l'Università di Pisa.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 2 aprile 1966

Il Ministro: BOSCO

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *giugno* 1966
Registro n. 7 *Lavoro e previdenza sociale, foglio n.* 35

(5893)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI RAVENNA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Ravenna.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 109, in data 20 gennaio 1966, col quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami per la nomina dei titolari delle condotte sanitarie veterinarie vacanti nella provincia di Ravenna al 30 novembre 1965;

Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Viste le designazioni degli Enti interessati;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Ravenna alla data del 30 novembre 1965 indetto con decreto nelle premesse citato è composta come segue:

Presidente:

Corea dott. Vincenzo, direttore di divisione.

Componenti:

Capociuchi dott. Angelo, veterinario provinciale capo;
Pontone dott. Antonio, direttore di sezione della Prefettura di Ravenna;
Messieri prof. Albino, docente in clinica medica veterinaria;
Montroni prof. Luigi, docente in anatomia patologica veterinaria;
Guerrini dott. Giuseppe, veterinario comunale di Lugo.

Segretario:

Sisto dott. Michele, consigliere di 3ª classe.

La Commissione inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla pubblicazione della Repubblica, del presente decreto, ed avrà sede in Ravenna.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Ufficio, della prefettura di Ravenna e dei Comuni interessati.

Ravenna, addì 6 luglio 1966

Il veterinario provinciale: ZANNI

(5820)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI VERCELLI

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Vercelli

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 5910 in data 15 marzo 1965, con il quale venne bandito il pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Vercelli al 30 novembre 1964;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso e la graduatoria di merito da essa formata, secondo l'ordine delle votazioni;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n 1265;

Visto il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modifiche, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, alla legge 13 marzo 1958, n. 296 e al decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 286;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati risultati idonei nel concorso di cui alle premesse:

1. Vaudagna Nicola	punti	71,82	su 120
2. Rigazio Osvaldo	»	71,02	»
3. Tappari Antonio	»	65,22	»
4. Roveglia Vittorio	»	64,91	»
5. Platini Giovanni	»	60,44	»
6. Maletto Romano	»	58,84	»
7. Sacco Tommaso	»	58,68	»
8. Signorelli Silvio	»	58 —	»
9. Crosetto Giovanni	»	57,54	»
10. Galliano Michelino	»	55,10	»
11. Debernardi Pierpaolo	»	55 —	»
12. Ragni Luigi, coniugato con tre figli	»	54 —	»
13. Gazzola Agostino, nato il 24 ottobre 1936	»	54 —	»
14. Graziano Ernesto, nato il 22 agosto 1937	»	54 —	»
15. Ghigo Pietro	»	53,50	»
16. Perosino Giuseppe, coniugato con un figlio	»	53 —	»
17. Cremagnani Angelo, celibe	»	53 —	»
18. Lanzetti Marco, combattente, nato il 16 agosto 1927, ammogliato con un figlio	»	52 —	»
19. Serafini Giovanni, nato il 19 settembre 1929, ammogliato con due figli	»	52 —	»
20. Chiesa Pierino, nato il 6 giugno 1932, ammogliato	punti	51,10	su 120
21. Locori Umberto, nato il 25 giugno 1935, ammogliato	»	51,10	»
22. Zorzoli Giovanni	»	50 —	»
23. Ratti Enzo	»	49,50	»
24. Pasteris Giuseppe	»	49,46	»
25. Burlini Luigi	»	49 —	»
26. Balbo Teresio	»	46,50	»
27. Baroni Luigi	»	45,50	»
28. Mazzocchi Luigi	»	45 —	»
29. Bruno Mario	»	43 —	»

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della provincia di Vercelli, per otto giorni consecutivi, agli albi di questo Ufficio, della Prefettura e dei comuni di Santhià e Carisio.

Vercelli, addì 8 luglio 1966

Il veterinario provinciale: LAMA

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1433 di pari data, con la quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso per il conferimento di posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Vercelli al 30 novembre 1964, di cui al bando di concorso 5910 in data 15 marzo 1965;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modifiche di cui al decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, alla legge 13 marzo 1958, n. 296, ed al decreto del Presidente della Repubblica 13 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Nicola Vaudagna è dichiarato vincitore del posto di veterinario condotto nel Consorzio veterinario costituito fra i comuni di Santhià e Carisio, di cui al bando di concorso citato nelle premesse.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della provincia di Vercelli e, per otto giorni consecutivi, agli albi di questo Ufficio, della Prefettura e dei Comuni interessati.

Vercelli, addì 8 luglio 1966

Il veterinario provinciale: LAMA

(5819)

ANTONIO SESSA, *direttore* — ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.